

La Finlande féministe : De la représentation à l'égalité

Article by Silja Kudel

June 14, 2021

Depuis plus d'un siècle, la Finlande est pionnière en matière de représentation des femmes en politique. La première nation au monde à accorder aux femmes à la fois le droit de vote et le droit parlementaire, est aujourd'hui gouvernée par une jeune coalition dirigée par des femmes qui a élaboré un programme ambitieux pour l'égalité tout en luttant contre la pandémie. Malheureusement, la discrimination continue de jeter une ombre sur le prétendu havre féministe de l'Europe. Face à une résurgence mondiale de l'autoritarisme, il est plus vital que jamais de comprendre le lien critique entre la démocratie et l'égalité des sexes.

La Finlande a fait les gros titres de la presse mondiale en décembre 2019 lorsque Sanna Marin, alors âgée de 34 ans, prête serment en tant que plus jeune Première ministre du monde, et plus jeune Première ministre de l'histoire de la Finlande. Elle est à la tête d'un gouvernement de coalition – de centre-gauche et écologistes – composée de cinq partis, tous dirigés par des femmes. Leader du Parti social-démocrate, S. Marin partage le pouvoir avec Maria Ohisalo des Verts, Li Andersson de l'Alliance de gauche, Annika Saarikko du Parti du centre et Anna-Maja Henriksson du Parti populaire suédois de Finlande. Comme Marin, Ohisalo, Andersson et Saarikko ont toutes moins de 40 ans. Les femmes ont remporté un nombre record de 93 sièges lors des élections législatives de 2019, soit 47 % des 200 sièges du parlement.

Des photos accrocheuses de la Première ministre souriante et de son cabinet dirigé par des femmes sont rapidement devenues virales ; la Finlande a pu se réjouir de sa réputation de pionnière en matière d'égalité des genres. Cette attention mondiale n'était pas imméritée car les membres du cabinet sont en effet des ambassadrices convaincantes du leadership féminin, en particulier Marin, qui symbolise pour beaucoup de femmes l'arrivée à maturité du féminisme. Élevée par des parents de même sexe, elle est la mère active d'un enfant en bas âge et une femme politique expérimentée, largement respectée pour son esprit de décision imperturbable. Remarquée pour ses idées progressistes sur le climat, les soins de santé et la normalisation des familles arc-en-ciel, elle a récemment fait la couverture du magazine américain TIME et figure sur sa liste annuelle des leaders qui façonnent l'avenir.

Lorsque la coalition a formé son gouvernement, peu nombreux sont ceux qui auraient pu prédire les temps tumultueux qui l'attendaient. Moins de trois mois après l'inauguration, le déclenchement de la pandémie est annoncé. Le gouvernement relève le défi, imposant un confinement de deux mois qui a ralenti la propagation du virus à un cinquième de la moyenne de l'Union européenne.

La première ministre finlandaise a été saluée pour sa fermeté, à l'instar d'autres femmes dirigeantes comme l'Allemande Angela Merkel, la Taïwanaise Tsai Ing-wen et la Néo-Zélandaise Jacinda Ardern, ce qui a amené certains commentateurs à se demander si les

femmes dirigeantes ne sont pas instinctivement plus aptes à gérer les crises que les hommes. Fidèle à son style clair et net, S. Marin a rejeté ces louanges : “Il y a des pays dirigés par des hommes qui ont également obtenu de bons résultats. Je ne pense pas qu’il s’agisse d’une question de genre”, a-t-elle déclaré à [la BBC](#).

Toutefois, la question n’est peut-être pas totalement neutre sur le plan du genre. Louer les femmes dirigeantes pour les succès de leur style de leadership “naturellement empathique” peut être considéré comme une forme détournée de stéréotype, estime la journaliste [Helen Lewis](#). Il serait peut-être plus pertinent de se demander comment la bravade machiste de dirigeants masculins comme Donald Trump et Jair Bolsonaro a contribué à leur mauvaise gestion de la crise.

Des politiques de fond

Johanna Kantola, professeur d’études de genre à l’université de Tampere, constate que le gouvernement de Marin renverse les stéréotypes plutôt que de perpétuer les idées – que l’on pourrait qualifier d’essentialistes – des femmes comme “soignantes nées”. “Marin bénéficie d’un large soutien car elle est une femme politique compétente et une communicante efficace. Elle a écouté les experts et a fondé ses décisions sur la science”, explique Kantola.

Si la pandémie a inévitablement monopolisé l’attention du gouvernement, le cabinet dirigé par des femmes a également trouvé le temps de prendre des mesures importantes pour mettre en œuvre des politiques progressistes en matière de genre. Comme premier ordre du jour, le gouvernement a rétabli le droit légal de tous les parents à bénéficier d’une prise en charge par le service public des enfants de moins de sept ans. Ce droit avait été supprimé en 2016. “Ce fut un choc massif lorsque le gouvernement précédent, dominé par les hommes, a supprimé ce pilier fondamental de l’État-providence favorable aux femmes”, note Kantola.

En plus de défendre des politiques axées sur la famille, comme la nouvelle législation accordant aux mères et aux pères un congé parental égal, le gouvernement fait également avancer des questions de longue date comme la redéfinition du viol en termes de consentement plutôt que de menace de violence. La portée de ce qui constitue légalement le harcèlement sexuel est également élargie pour inclure les abus verbaux et les images offensantes.

Le féminisme vert

Les Verts finlandais ont joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre récente de politiques féministes telles que le respect intégral des recommandations de la Convention d’Istanbul sur la lutte contre les violences faites aux femmes. Les Verts s’expriment également sur le thème du féminisme intersectionnel.

“Le féminisme vert est intersectionnel par définition. Notre programme s’efforce d’aborder la manière dont les inégalités économiques et raciales affectent différemment les femmes. Le féminisme vert offre un moyen de réparer les structures de la société pour les rendre plus justes et exemptes de discrimination. Cela rejoint l’objectif d’un environnement propre pour les générations futures”, déclare la députée verte Emma Kari, qui préside l’Association

des femmes vertes, l'aile féminine officielle de la Ligue verte de Finlande.

“Bien que l’intersectionnalité ne soit pas intégrée dans l’ensemble du programme gouvernemental, c’est une question à laquelle nous, les Verts, nous nous efforçons de donner plus de visibilité”, dit-elle.

Sur le fond de sa politique, les actions du gouvernement actuel affirment qu’une représentation politique féminine accrue se traduit effectivement par un changement social favorable aux femmes. Il y a cependant un domaine dans lequel les progrès sont trop lents, selon Mme Kantola : la législation finlandaise sur les transsexuels. Selon la loi actuelle, la Finlande exige la stérilisation forcée des personnes transgenres après leur changement de sexe, une pratique dénoncée comme une torture par l’ONU.

Un niveau élevé d'égalité entre les sexes entretient ironiquement l'illusion que les politiques spécifiques de lutte contre les violences faites aux femmes sont superflues.

Bien que le gouvernement ait annoncé son intention de réformer cette loi, la question est au point mort. “Je ne comprends pas bien pourquoi. Peut-être à cause de la pandémie. On a beaucoup parlé, mais on n’a pas avancé”, déplore Mme Kantola. Dans l’ensemble, cependant, elle félicite le cabinet actuel pour ses progrès en matière d’égalité des sexes, qui est un thème primordial du programme gouvernemental “Finlande inclusive et compétente”. “Et, ce qui est important”, ajoute Kantola, “nous avons un Premier ministre qui est prêt à parler de féminisme. Marin fait preuve d’un réel engagement à inscrire l’égalité des sexes à l’ordre du jour national.”

La mentalité de club d’hommes

Le rôle important des dirigeantes finlandaises découle d’un héritage historique de diversité des genres. La Finlande a été le premier pays d’Europe à accorder le suffrage aux femmes, une décennie entière avant la plupart des autres nations occidentales. La même année, en 1906, la Finlande est également devenue la première nation au monde à autoriser les femmes à se présenter aux élections. Entre-temps, trois femmes ont occupé le poste de Premier ministre et une présidente très populaire est restée en fonction pendant 12 ans.

À première vue, la Finlande semble être un havre de paix pour les femmes. Malheureusement, sous le vernis, une réalité plus sombre apparaît, affirme Kantola : “Avoir des femmes à des postes de pouvoir est bien sûr un accomplissement à célébrer, mais les structures profondes de la société sont lentes à changer.”.

Pour commencer, la culture politique conserve des vestiges de l’exclusivité du “club des hommes”, comme en témoigne ce que Kantola appelle une “division sexuée du travail” en politique. Les questions “dures” telles que la politique étrangère et la politique économique sont considérées de manière stéréotypée comme des domaines d’expertise “masculins”, tandis que les femmes sont reléguées aux soins de santé, à la culture et à d’autres sphères politiques plus “douces”.

“Cette division est évidente dans la manière dont les médias traitent les hommes politiques, par exemple en choisissant ceux qui sont interviewés en tant qu’experts”, illustre Kantola. Une analyse de l’écart entre les sexes dans le journalisme d’information finlandais a révélé que l’expertise publique reste dominée par les hommes, les femmes représentant moins de 30 % des experts interrogés.

Le deuxième virage

L’inégalité structurelle la plus flagrante de l’État-providence est toutefois le marché du travail finlandais “profondément sexué”, comme le dit Kantola. Bien que la Finlande ait une longue tradition de promotion des gardes d’enfants subventionnées et des horaires de travail flexibles, de nombreuses femmes finlandaises ont du mal à concilier les exigences du travail et de la famille, et elles restent loin derrière les hommes en termes de salaire, de statut économique et de propriété d’entreprise.

Les pères finlandais prennent plus de congés parentaux qu’ailleurs dans le monde, mais ils ne représentent encore qu’environ 11 % du total. Les femmes se retrouvent donc à s’occuper de jeunes enfants, ce qui a des répercussions à vie sur leur avancement professionnel, leurs revenus et leurs pensions. Les femmes assument également la plupart des tâches ménagères dans les familles finlandaises. Selon un rapport récent du groupe de réflexion sur l’économie EVA, les femmes finlandaises font quotidiennement au moins une heure de ménage de plus que les hommes, quels que soient leurs revenus et leur niveau d’éducation.

La Finlande présente un écart de rémunération entre les sexes de 16 %, alors que la moyenne européenne est d’environ 14 %. En outre, son marché du travail est l’un des plus ségrégués d’Europe, les hommes et les femmes étant regroupés dans des professions spécifiques. Les femmes travaillent généralement dans les secteurs des services et des soins. Selon un rapport de l’OCDE, les femmes migrantes en Finlande occupent notamment des emplois précaires et mal rémunérés ou n’exercent aucun travail rémunéré parce que rester à la maison est aussi avantageux financièrement qu’un emploi.

Kantola estime que la ségrégation du marché du travail découle d’un conditionnement social : “Seuls environ 10 % de la population finlandaise en âge de travailler sont employés dans des professions où les hommes et les femmes sont représentés de manière égale. Les 90 % restants occupent des emplois à prédominance masculine ou féminine. Ce schéma commence dès le jardin d’enfants et se reproduit tout au long de la vie professionnelle. »

Violence et vitriol

Autre ombre au tableau de l’utopie féministe : le taux élevé de violence domestique en Finlande. Les taux d’abus physiques et de meurtres entre partenaires intimes sont parmi les plus élevés d’Europe, et le problème de la violence domestique a été exacerbé par la pandémie, rapporte l’Institut finlandais pour la santé et le bien-être.

D’après une enquête de l’Agence des droits fondamentaux de l’Union européenne, la Finlande est le deuxième pays de l’UE où les femmes sont les plus victimes de violences.

“Cela a certainement été un angle mort majeur dans notre État-providence favorable aux

femmes. Nous avons pris beaucoup de retard par rapport aux autres pays européens en termes de législation et de financement des refuges”, déclare Kantola. Selon elle, l’État-providence favorable aux femmes peut paradoxalement jouer contre les femmes victimes de violences physiques. Un niveau élevé d’égalité entre les sexes entretient ironiquement l’illusion que des politiques spécifiques de lutte contre les violences faites aux femmes sont superflues.

“Nous avons une longue histoire d’encadrement de la violence domestique d’une manière non sexiste, souvent comme étant liée à l’alcool. Dans notre discours sur le genre, les femmes sont perçues comme des travailleuses aux côtés des hommes, comme fortes, égales et capables de se débrouiller seules, ce qui explique l’incompréhension historique de ce sujet”, affirme-t-elle.

Une autre forme alarmante de misogynie est la violence verbale à l’égard des femmes, en particulier des femmes politiques, qui sont soumises à toutes sortes d’attaques, des mêmes sexistes aux discours de haine anonymes. Un rapport de l’OTAN datant de 2021, qui a enquêté sur les attaques Twitter dirigées contre des femmes ministres finlandaises, affirme que le harcèlement coordonné en ligne constitue une véritable menace pour la démocratie en Finlande.

“Cette tendance n’est pas propre à la Finlande. Elle fait partie de la rhétorique transnationale de l’extrême droite”, affirme Tuija Saresma, chercheuse principale en culture contemporaine à l’université de Jyväskylä. Dans sa récente étude sur les discours de haine sur les réseaux sociaux, elle a constaté que les femmes écologistes et de gauche sont la cible de la diffamation la plus malveillante. “Les femmes politiques reçoivent pléthore de commentaires anonymes sur leur âge, leur apparence et leur prétendue incompetence. Elles sont également victimes d’une rhétorique violente et sexualisée. Cela peut faire partie d’une campagne organisée ou d’un simple cas de “dogpiling”. L’un siffle et les autres rejoignent la foule en lynchage”, explique-t-elle.

Les auteurs de ces discours haineux sont pour la plupart des hommes blancs, d’âge moyen ou plus âgés, dont la motivation est la peur de perdre leur privilège d’homme blanc, théorise Saresma : “Les femmes qu’ils attaquent représentent des valeurs progressistes. Il s’agit de pouvoir, de contrôle et de savoir qui a une visibilité dans le discours public. Les agresseurs tentent de faire taire les femmes libérales qui menacent de déstabiliser le patriarcat.”

La seule façon de traiter le problème est d’adapter la législation à l’évolution de la technologie, soutient Saresma. “Certaines personnes prétendent que légiférer contre les discours de haine constitue une menace pour la liberté d’expression, mais ce n’est pas vrai. Le discours de haine est une violence politique et il doit être condamné par les échelons supérieurs de la société.”

Aussi progressistes que soient les politiques du gouvernement actuel, le risque de retour de bâton lors des prochaines élections est imminent.

Si les récents sondages révèlent que la majorité de la population finlandaise est satisfaite du gouvernement Marin, dirigé par des femmes, il n’en reste pas moins que la Finlande est un pays profondément polarisé. Quel que soit le degré de progressivité des politiques du

gouvernement actuel, le risque d'un retour de bâton lors des prochaines élections est imminent.

Le parti d'extrême droite, Finns Party, continue de progresser et de dominer l'attention des médias depuis les élections de 2019, arrivant en tête des sondages avec plus de 20 % de soutien au printemps 2021. L'analyse des profils des électeurs aux élections de 2019 révèle que le parti populiste Finns est un parti "masculin", recevant 27 % des voix des hommes, tandis que les Verts bénéficient d'un large soutien féminin, 19 % des Finlandaises ayant voté pour le parti pro-environnement.

Le professeur Kantola considère que la popularité du parti Finns reflète une tendance mondiale plus large d'intensification de la polarisation politique, avec des leaders populistes de droite qui vantent des valeurs misogynes et diabolisent ou stéréotypent leurs adversaires. Elle considère les féministes comme une "cible facile" pour la logique oppositionnelle du populisme. "Ridiculiser le féminisme (plutôt que de parler du contenu de la politique d'égalité des sexes) fait partie de la rhétorique du parti Finns, et il est inquiétant de penser qu'ils pourraient revenir au pouvoir. La dernière fois qu'ils l'ont été, les questions féministes ont été immédiatement écartées de l'agenda", prévient Kantola.

La montée du populisme antiféministe est l'une des raisons troublantes pour lesquelles même la nation la plus "égalitaire" du monde a encore besoin d'un parti qui se consacre spécifiquement à la promotion du féminisme, affirme Katju Aro, leader du parti féministe finlandais. "Pour l'instant, nous avons une femme Premier ministre et un nombre record de jeunes députées, mais c'est nouveau pour nous. Ce n'est pas la norme, mais j'espère que nous pourrions en faire la nouvelle norme. Il y a encore beaucoup de travail à faire pour remettre en question le statu quo et proposer des idées nouvelles et radicales pour l'avenir", déclare-t-elle.

Aro félicite le gouvernement actuel d'avoir mis les questions féministes sous les projecteurs nationaux. "C'est la première fois que l'intersectionnalité est mentionnée dans le programme gouvernemental pour l'égalité des sexes, ce qui est bien sûr un grand changement. Pourtant, le programme manque encore de nombreuses perspectives importantes. Par exemple, il n'y a aucune mention du racisme en rapport avec le féminisme. Il ne faut pas séparer ces perspectives du travail sur l'égalité des sexes, car les femmes sont confrontées à des problèmes différents", note Aro.

Pourquoi la démocratie a besoin du féminisme

La bataille pour l'égalité des sexes continue de faire rage. La Finlande a incontestablement parcouru un long chemin, et elle a peut-être des années-lumière d'avance sur de nombreux autres pays en termes d'émancipation politique des femmes, mais est-ce une utopie féministe ? Pas encore.

Si la démocratie correspond à l'égalité entre tous les membres de la société, alors défendre le féminisme n'est rien d'autre qu'un acte de base pour défendre les valeurs démocratiques

fondamentales.

Les politiques menées par le gouvernement dirigé par des femmes – des nouvelles lois sur le viol et le harcèlement au congé parental égalitaire – suggèrent que la représentation accrue des femmes en politique fait effectivement évoluer la société dans un sens féministe. Cependant, la discrimination persiste. La route est longue, le rythme du changement sociétal est lent et le risque de faire marche arrière est permanent. Avec le mouvement antiféministe mondial qui gagne du terrain dans l'extrême droite finlandaise, tout pourrait faire machine arrière, et les progrès de ces dernières années pourraient s'arrêter après les prochaines élections parlementaires de 2023.

Dans le contexte actuel de résurgence de l'autoritarisme et de prolifération des mouvements populistes de droite à travers le monde, il est peut-être plus vital que jamais de comprendre le lien critique entre la démocratie et l'égalité des sexes. Si la démocratie correspond à l'égalité entre tous les membres de la société, alors défendre le féminisme n'est rien d'autre qu'un acte fondamental de défense des valeurs démocratiques fondamentales.

Aujourd'hui, plus d'un siècle après que les femmes finlandaises ont obtenu des droits parlementaires, la pleine égalité des sexes reste un objectif étonnamment difficile à atteindre dans l'État-providence nordique progressiste. Comme le montre le cas de la Finlande, le féminisme doit encore relever de nombreux défis pour que chaque voix soit entendue, même dans la plus inclusive des démocraties.



Silja Kudel is a Helsinki-based freelance journalist from Sydney who is a regular contributor to various cultural and business publications.

Published June 14, 2021

Article in French

Translation available in English

Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/la-finlande-feministe-de-la-representation-a-legalite/>

The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space.

Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.